

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique n°18 du 16 mai 2008**

**PARTIE PERMANENTE**

**Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)**

**Texte n°3**

**INSTRUCTION N° 35575/DEF/GEND/RH/RF/REC**

modifiant l'instruction n° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC du 14 novembre 2005 relative à l'engagement en qualité de sous-officiers de gendarmerie.

*Du 25 mars 2008*

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE : *service des ressources humaines ; sous-direction du recrutement et de la formation ; bureau du recrutement.*

**INSTRUCTION N° 35575/DEF/GEND/RH/RF/REC modifiant l'instruction n° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC du 14 novembre 2005 relative à l'engagement en qualité de sous-officiers de gendarmerie.**

*Du 25 mars 2008*

NOR D E F G 0 8 5 0 5 8 1 J

---

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Quatre imprimés répertoriés.

*Précédent Modificatif :*

Instruction n° 6723/DEF/GEND/RH/RF/REC du 13 janvier 2006.

*Texte modifié :*

Instruction n° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC du 14 novembre 2005 (BOC, 2006, p. 659. ; BOEM 651.4.2) modifiée.

*Référence de publication :* BOC N°18 du 16 mai 2008, texte 3.

---

L'instruction n° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC du 14 novembre 2005 est modifiée comme suit :

1. En-tête du texte, rubrique « Références ».

Remplacer la première référence par la suivante :  
Code de la défense (ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007).

2. Introduction.

Remplacer le deuxième alinéa par l'alinéa suivant :

« - les dispositions générales et les clauses des contrats d'engagement souscrits en vue de servir dans la gendarmerie avec le grade de gendarme ou de musicien(ne) de 4<sup>e</sup> classe, au titre des articles 5 et 7 du décret de 3<sup>e</sup> référence et de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de référence : »

3. Remplacer l'article premier par l'article premier suivant :

« Article premier.

**Conditions générales.**

Pour souscrire un engagement dans la gendarmerie les candidat(e)s doivent réunir les conditions suivantes :

- être de nationalité française ;
- avoir 18 ans révolus et moins de 36 ans le jour de la signature de l'acte d'engagement ;
- être en règle au regard des dispositions du service national :
  - pour les hommes nés avant 1979, avoir satisfait aux obligations du service national ou en avoir été légalement dispensés au titre des articles L. 31, 32, 36, 37, 38 du code du service national ; un candidat à l'engagement qui a été précédemment exempté ou réformé pour raisons médicales dans le cadre du service national peut déposer un dossier de candidature avant d'avoir été reclassé apte sur décision du bureau ou du centre du service national (BSN ou CSN) de rattachement après avis d'une commission de réforme des militaires (1) ;
  - pour les hommes nés en 1979 dispensés de la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD), la candidature est recevable ;
  - pour les hommes nés à partir de 1980 et les femmes nées à partir de 1983, avoir satisfait aux obligations de la JAPD ;
- avoir une taille minimum de 1,70 m pour les hommes et 1,60 m pour les femmes, sous réserve des mesures transitoires prévues dans l'instruction n° 5000/DEF/GEND/RH du 17 février 2005, relative aux normes médicales d'aptitude du personnel de la gendarmerie (2) ;
- présenter les aptitudes intellectuelles, physiques et morales exigées pour l'exercice de la fonction ;
- jouir de leurs droits civiques ;
- pour les anciens militaires de carrière, sous contrat ou volontaires, ne pas avoir bénéficié, d'un congé de reconversion qui entraîne la cessation définitive de l'état de militaire en application du code de la défense. »
- 

4. Remplacer l'article 7 par l'article 7 suivant :

« Article 7.

#### **Mise en route et remboursement des frais de transport.**

Les dispositions relatives à la mise en route des candidats vers les écoles de sous-officiers de gendarmerie et au remboursement des frais sont définies par l'annexe XVI de l'instruction appelée en référence. »

5. Remplacer l'article 14.1. par l'article 14.1. suivant :

« 14.1. Cas et conditions d'annulation.

À tout moment, un contrat souscrit en violation des conditions fixées par les articles L.4132-1 et L.4132-6 du code de la défense ou l'article 5 modifié du décret n° 75-1214 du 22 décembre 1975 modifié, peut être annulé. Il en est ainsi, en particulier, lorsqu'il y a eu irrégularité ou fraude aboutissant à la signature du contrat alors que l'une au moins des conditions concernant la nationalité, l'âge, l'absence de condamnation ou de poursuites pénales, les obligations au regard du service national prévues à l'article premier de la présente instruction, n'était pas satisfaite.

Les irrégularités de pure forme ou de procédure ne peuvent en revanche justifier l'annulation d'un contrat. ».

6. Remplacer l'article 15.2. par l'article 15.2. suivant :

« 15.2. Procédure de dénonciation du contrat sur demande de l'engagé(e).

L'engagé(e) peut dénoncer son contrat à tout moment au cours de la période probatoire sans qu'il (elle) soit dans l'obligation d'invoquer un quelconque motif.

Le commandant de l'école prend acte de la demande de l'engagé(e) et reçoit sa déclaration de dénonciation de contrat selon les modalités définies par la note explicative jointe in fine à l'imprimé n° 651.1.122.

L'intéressé(e) est rayé(e) des contrôles à la date indiquée dans sa déclaration et renvoyé(e) dans ses foyers. ».

7. Article 16.1.

Remplacer le sixième alinéa par l'alinéa suivant :

« - condamnation soit à une peine criminelle, soit à la perte du grade dans les conditions prévues aux articles L.311-3 et L.311-6 à L.311-8 du code de justice militaire. »

8. Remplacer l'article 22 par l'article 22 suivant :

« Article 22.

Il est fait application aux ex-gendarmes ayant démissionné ou résilié leur contrat d'engagement pour servir au sein d'une autre armée et désireux (désireuses) de servir à nouveau en gendarmerie de la procédure prévue par l'instruction n° 7101/MA/CM du 24 février 1961 modifiée, relative aux candidatures de militaires en activité de service à l'emploi d'élève gendarme ou d'élève garde. »

9. Remplacer les imprimés 651/1116, 651/1117, 651/1121, 651/1127 par les nouveaux imprimés 651/1116, 651/1117, 651/1121, 651/1127 joints.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de division,  
chef du service des ressources humaines,*

Bernard MOTTIER.

---

(1) La procédure de révision de l'aptitude des candidats à un engagement dans la gendarmerie réformés ou exemptés du service national pour raisons médicales est décrite dans la note-express n° 7795/DEF/GEND/RH/RF/REC du 17 janvier 2007 (n. i. BO).

(2) S'agissant des candidats à un recrutement au sein de la Garde républicaine, la taille minimale est fixée à 1,70 m hormis pour le personnel servant :

- au 1er régiment d'infanterie la taille est comprise entre 1,75 m et 1,85 m à l'exception de :
- la musique : taille minimale fixée à 1,70 m pour les hommes, 1,65 m pour les femmes ;
- l'escadron motocycliste : taille minimale fixée à 1,72 m ;
- au 2e régiment d'infanterie : taille minimale fixée à 1,72 m ;
- en qualité de musicien de l'orchestre ou de choriste du chœur de l'armée française : aucune condition de taille.

## Gendarmerie nationale.

Instruction n° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC  
du 14 novembre 2005.

ATTACHE

Format 29,7 x 42.

## ACTE D'ENGAGEMENT DANS LA GENDARMERIE.

- ☐ SOUSCRIT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 5 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975.
- ☐ SOUSCRIT EN APPLICATION DES ARTICLES 5 ET 7 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975.  
(militaire provenant d'un corps de sous-officiers de carrière – nouvelle demande d'admission d'un(e) ex-gendarme) *DANS CE CAS RAYER LES TABLEAUX N°2 ET 3.*
- ☐ POUR SERVIR AVEC LE GRADE DE GENDARME
- ☐ POUR SERVIR AVEC LE GRADE DE MUSICIEN(NE) DE 4° CLASSE
- À L'ISSUE D'UNE PÉRIODE DE FORMATION

LE (date en toutes lettres) : deux mille

À (en chiffres) : HEURES

S'EST PRÉSENTÉ(E) DEVANT NOUS : ,  
*nom et grade de l'officier suppléant du commissaire de l'armée de terre*

NOM : *séparés par des virgules*

PRÉNOMS :

ÉPOUSE :

NÉ(E) LE : À : Département  
ou Pays :

DOMICILIÉ(E) À :

CLASSE DE RECRUTEMENT : IDENTIFIANT DÉFENSE : FRACTION DU CONTINGENT : /

BUREAU DU SERVICE NATIONAL : NUMÉRO CANDIDAT(E) :

PÉRIODE DE FORMATION DU : AU :

ÉCOLE (RÉGION ou CORPS D'AFFECTATION) :

## LEQUEL (LAQUELLE) A DÉCLARÉ VOULOIR CONTRACTER UN ENGAGEMENT :

**1** EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE POUR UNE DURÉE DE SIX ANS LUI PERMETTANT DE RÉUNIR LES CONDITIONS IMPOSÉES POUR L'ADMISSION DANS LE CORPS DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE DE LA GENDARMERIE (ART. 10 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975).

APRÈS AVOIR CONSTATÉ QU'IL (ELLE) SATISFAIT AUX CONDITIONS REQUISES POUR L'ENGAGEMENT, NOUS LUI AVONS DONNÉ LECTURE :

- DU CODE DE LA DÉFENSE ET NOTAMMENT DE SES ARTICLES L.4132-1, L.4132-6, L.4132-9, L.4139-3, L.4139-5, et L.4139-12 à L.4139-15,
- DES ARTICLES 5, 5-1, 6, 7 (RAYER L'ARTICLE 7 LORSQUE LE CONTRAT N'EST PAS SOUSCRIT PAR UN(E) MILITAIRE PROVENANT D'UN CORPS DE SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE) ET 10 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975,
- DE L'ARTICLE 21 DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973,
- DE L'ARTICLE 1<sup>er</sup> DE L'ARRÊTÉ DU 29 NOVEMBRE 2000 FIXANT LA DURÉE DES ENGAGEMENTS DANS LA GENDARMERIE,
- DES ARTICLES 8 À 16 DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005,
- DES ARTICLES L.4121-2, L.4121-5, L.4122-1, L.4123-1 à L.4123-12, L.4132-2, L.4133-1, L.4135-1, L.4137-1, L.4137-3, L.4137-4, L.4138-5, L.4139-5 et L.4142-4 DU CODE DE LA DÉFENSE, AUX TERMES DESQUELS LES MILITAIRES DE LA GENDARMERIE NATIONALE SONT AMENÉS, AU COURS DE LEUR CARRIÈRE, À SERVIR DANS DES LIEUX ET/OU DES EMPLOIS DIFFÉRENTS SELON LES DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR.

NOUS LUI AVONS PRÉCISÉ QUE SES SERVICES DANS LA GENDARMERIE PRENDRONT EFFET À LA DATE DE SIGNATURE DU PRÉSENT CONTRAT (RAYER CETTE MENTION LORSQU'IL S'AGIT D'UN CONTRAT SOUSCRIT PAR UN(E) EX-GENDARME).

## NOUS L'AVONS EN OUTRE INFORMÉ(E) QUE CE CONTRAT

**2** NE SERA RENDU DÉFINITIF QU'APRÈS RATIFICATION À L'ISSUE D'UNE PÉRIODE PROBATOIRE QUI NE POURRA EXCÉDER DIX-HUIT MOIS COMMENÇANT CE JOUR, AU COURS DE LAQUELLE L'ENGAGÉ(E) SERVIRA EN QUALITÉ D'ÉLÈVE GENDARME.

- POURRA ÊTRE ANNULÉ À TOUT MOMENT PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE – S'IL EST CONSTATÉ QUE L'ENGAGÉ(E) :
- A FAIT L'OBJET DE CONDAMNATION OU DE POURSUITES PÉNALES NON DECLARÉES LORS DU DÉPÔT DE CANDIDATURE.
  - N'EST, SAUF EN TEMPS DE GUERRE, DE NATIONALITÉ FRANÇAISE OU SUSCEPTIBLE D'ÊTRE INSCRIT SUR LES LISTES DE RECENSEMENT.
  - A COMMIS UNE IRRÉGULARITÉ OU UNE FRAUDE ABOUTISSANT À LA SIGNATURE DU CONTRAT ALORS QUE L'UNE AU MOINS DES CONDITIONS CONCERNANT L'ÂGE ET LES OBLIGATIONS AU REGARD DU SERVICE NATIONAL, PRÉVUES AU CHAPITRE PREMIER DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005, N'EST PAS SATISFAITE.

**3** POURRA ÊTRE DÉNONCÉ PENDANT LA PÉRIODE PROBATOIRE :

- PAR L'ENGAGÉ(E) SUR SA DEMANDE À N'IMPORTE QUEL MOMENT DE CETTE PÉRIODE SANS QU'IL (ELLE) SOIT DANS L'OBLIGATION D'INVOQUER LE MOTIF.
- PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE :
  - POUR INAPTITUDE PHYSIQUE PRÉEXISTANT À L'ENGAGEMENT.
  - POUR INAPTITUDE À L'EXERCICE DE L'EMPLOI DE GENDARME, RÉSULTANT SOIT :
    1. DE L'INADAPTATION À LA VIE MILITAIRE ET À L'ÉTAT DE GENDARME CONSTATÉE À LA SUITE DE FAUTES RÉPÉTÉES CONTRE LA DISCIPLINE OU À LA SUITE D'UNE FAUTE GRAVE CONTRE L'HONNEUR OU LA PROBITÉ, OU RÉSULTANT DES RESTRICTIONS D'EMPLOI CONSÉCUTIVES À LA NON-HABILITATION AU CONFIDENTIEL DÉFENSE ;
    2. D'INSUFFISANCES DANS LE DOMAINE DE LA MOTIVATION OU DANS LE DOMAINE DES CAPACITÉS INTELLECTUELLES OU PHYSIQUES CONSTATÉES À L'OCCASION DES CONTRÔLES EFFECTUÉS EN COURS DE STAGE ET APRÈS UN DÉLAI MINIMUM DE QUATRE MOIS SUIVANT L'INCORPORATION EN ÉCOLE.
- PAR LE COMMANDANT DES ÉCOLES DE LA GENDARMERIE NATIONALE :
  - POUR INAPTITUDE À L'EXERCICE DE L'EMPLOI DE GENDARME RÉSULTANT DE L'INSUFFISANCE DU NIVEAU DE CONNAISSANCES ATTEINT, ÉTABLIE PAR L'ÉCHEC À L'EXAMEN DE FIN DE FORMATION (CAG).



**NOTE EXPLICATIVE RELATIVE À LA SIGNATURE ET L'HOMOLOGATION  
DU CONTRAT D'ENGAGEMENT SOUSCRIT EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE 5 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975**

(imprimé n° 651/1116.)

---

**1. CAS DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS À L'ÉCOLE DE GENDARMERIE.**

Après vérification des renseignements d'identité militaire figurant au dossier de candidature et après lecture des articles de la loi et des décrets énumérés sur celui-ci, il est procédé à la signature du contrat.

Le contrat est établi en quatre exemplaires :

- l'un est remis à l'engagé(e) ;
- les trois autres sont transmis au commissaire de l'armée de terre de rattachement aux fins d'homologation <sup>(1)</sup>.

Cette formalité accomplie, ces exemplaires sont retournés à l'officier suppléant qui :

- en conserve un en archive ;
- fait insérer le second dans le dossier 1<sup>re</sup> partie de l'engagé(e) ;
- adresse le troisième au bureau du service national dont dépend l'engagé(e).

**2. CAS DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS AUPRÈS DES COMMANDEMENTS OUTRE-MER.**

Après vérification de l'aptitude médicale et des renseignements d'identité militaire, déjà inscrits sur la fiche de prise en compte initiale (imprimé n° 651/1090), devant figurer sur l'acte d'engagement (imprimé n° 651/1116) et après lecture des articles de la loi et des décrets énumérés sur celui-ci, il est procédé à la signature du contrat qui est établi en quatre exemplaires :

- l'un est remis à l'engagé(e) qui le présente dès son arrivée à l'école ;
- les autres sont transmis au commissaire de l'armée de terre de rattachement aux fins d'homologation <sup>(1)</sup>, après que le commandant de gendarmerie situé au sein des départements et des régions d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-pierre-et-Miquelon, de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie se soit assuré que l'engagé(e) a rejoint l'unité d'incorporation.

Dans le cas contraire, il est fait application des dispositions prévues dans la note explicative jointe à l'imprimé n° 651/1122.

Cette formalité accomplie, le commissaire de l'armée de terre renvoie les trois exemplaires à l'officier suppléant qui les répartit comme indiqué au paragraphe I ci-dessus, l'exemplaire destiné au dossier 1<sup>re</sup> partie étant adressé à l'école (sauf dans le cas d'une nouvelle admission d'un(e) ex-gendarme).

---

<sup>(1)</sup> Compte tenu des pièces figurant au dossier déjà constitué lors de leur candidature, l'homologation du contrat souscrit par les engagé(e)s dans la gendarmerie n'implique la production d'aucun document particulier.



Gendarmerie nationale.

N° et date :

Instruction n°  
10000/DEF/GEND/RH/RF/REC du 14  
novembre 2005.

ATTACHE

Format 29,7 x 42.

## ACTE D'ENGAGEMENT DANS LA GENDARMERIE.

## NOUVEAU CONTRAT APRÈS INTERRUPTION DE SERVICE POUR RAISONS MÉDICALES.

SOUSCRIT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 18 DE L'INSTRUCTION N° 10000/DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005 PRISE EN APPLICATION DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973.

LE (date en toutes lettres) : deux mille  
A (en chiffres) : HEURES  
S'EST PRÉSENTÉ(E) DEVANT NOUS : ,  
*nom et grade de l'officier suppléant du commissaire de l'armée de terre*

GRADE  
NOM  
PRÉNOMS : *séparés par des virgules*  
ÉPOUSE :  
NÉ(E) LE : À : Département  
AFFECTATION :

CLASSE DE RECRUTEMENT : IDENTIFIANT DÉFENSE : NIGEND :  
BUREAU DU SERVICE NATIONAL :

LEQUEL (LAQUELLE) A DÉCLARÉ VOULOIR CONTRACTER UN ENGAGEMENT D'UNE DURÉE DE : (en lettres)

APRÈS AVOIR CONSTATÉ QU'IL (ELLE) SATISFAIT AUX CONDITIONS REQUISES POUR L'ENGAGEMENT, NOUS LUI AVONS DONNÉ LECTURE :

- DU CODE DE LA DÉFENSE ET NOTAMMENT DE SES ARTICLES L.4132-1, L.4132-6, L.4132-9, L.4139-3, L.4139-5, et L.4139-12 à L.4139-15,  
- DES ARTICLES 5, 5-1, 6, 7 (AYER L'ARTICLE 7 LORSQUE LE CONTRAT N'EST PAS SOUSCRIT PAR UN(E) MILITAIRE PROVENANT D'UN CORPS DE SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE) ET 10 DU DÉCRET N° 75-1214 DU 22 DÉCEMBRE 1975 ,  
- DE L'ARTICLE 21 DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973,  
- DE L'ARTICLE 1<sup>er</sup> DE L'ARRÊTÉ DU 29 NOVEMBRE 2000 FIXANT LA DURÉE DES ENGAGEMENTS DANS LA GENDARMERIE,  
- DES ARTICLES 8 À 16 ET 18 DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005.  
- DES ARTICLES L.4121-2, L.4121-5, L.4122-1, L.4123-1 à L.4123-12, L.4132-2, L.4133-1, L.4135-1, L.4137-1, L.4137-3, L.4137-4, L.4138-5, L.4139-5 et L.4142-4 DU CODE DE LA DÉFENSE, AUX TERMES DESQUELS LES MILITAIRES DE LA GENDARMERIE NATIONALE SONT AMENÉS, AU COURS DE LEUR CARRIÈRE, À SERVIR DANS DES LIEUX ET/OU DES EMPLOIS DIFFÉRENTS SELON LES DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR.

NOUS LUI AVONS PRÉCISÉ QUE LE PRÉSENT CONTRAT PRENDRA EFFET, À COMPTER DU :

*lendemain de la date d'expiration du précédent engagement*

## NOUS L'AVONS EN OUTRE INFORMÉ(E) QUE

➤ LE PRÉSENT CONTRAT POURRA ÊTRE ANNULÉ À TOUT MOMENT PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE – S'IL EST CONSTATÉ QUE L'ENGAGÉ(E) :  
- A FAIT L'OBJET DE CONDAMNATION OU DE POURSUITES PÉNALES NON DECLARÉES LORS DU DÉPÔT DE CANDIDATURE.  
- N'EST, SAUF EN TEMPS DE GUERRE, DE NATIONALITÉ FRANÇAISE OU SUSCEPTIBLE D'ÊTRE INSCRIT SUR LES LISTES DE RECENSEMENT.  
- A COMMIS UNE IRRÉGULARITÉ OU UNE FRAUDE ABOUTISSANT À LA SIGNATURE DU CONTRAT ALORS QUE L'UNE AU MOINS DES CONDITIONS CONCERNANT L'ÂGE ET LES OBLIGATIONS AU REGARD DU SERVICE NATIONAL, PRÉVUES AU CHAPITRE PREMIER DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005, N'EST PAS SATISFAITE.

➤ POURRA ÊTRE RÉSILIÉ :  
- D'OFFICE :  
- PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE - POUR RAISON DE SANTÉ DEUX MOIS APRÈS LA NOTIFICATION D'UNE DÉCISION DE MISE EN RÉFORME DÉFINITIVE OU, LE CAS ÉCHÉANT, À LA DATE DEMANDÉE AU COURS DES DEUX MOIS SUIVANT LA NOTIFICATION.  
- DE PLEIN DROIT EN CAS DE :  
- SOUSCRIPTION D'UN NOUVEL ENGAGEMENT SE SUBSTITUANT À L'ENGAGEMENT EN COURS ;  
- PERTE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ;  
- CONDAMNATION :  
- SOIT À UNE PEINE CRIMINELLE,  
- SOIT À LA PERTE DU GRADE DANS LES CONDITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES L.311-3 ET L.311-6 À L.311-8 DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE.  
- ADMISSION À L'ÉTAT DE SOUS-OFFICIER DE CARRIÈRE DE LA GENDARMERIE.  
- SUR DEMANDE DE L'INTÉRESSÉ(E) AGRÉÉE PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE :  
- POUR MOTIF GRAVE D'ORDRE PERSONNEL OU FAMILIAL DÛMENT RECONNU, SURVENU DEPUIS LA SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT ;  
- POUR INAPTITUDE OU INADAPTATION À L'EMPLOI.  
- À TITRE DE SANCTION DISCIPLINAIRE, APRES AVIS D'UN CONSEIL D'ENQUÊTE.

LES SERVICES ACCOMPLIS ANTÉRIEUREMENT – À L'ANNULATION ; – À LA RÉSILIATION DU CONTRAT SONT CONSIDÉRÉS COMME DES SERVICES EFFECTIFS.

APRÈS QUOI NOUS AVONS REÇU L'ENGAGEMENT DE L'INTÉRESSÉ(E), LEQUEL (LAQUELLE) A PROMIS DE SERVIR AVEC HONNEUR ET FIDÉLITÉ PENDANT LA DURÉE DU PRÉSENT CONTRAT.

**APRÈS AVOIR EU LECTURE DU PRÉSENT ACTE, A SIGNÉ AVEC NOUS**

CONTRAT HOMOLOGUÉ PAR LE COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

DATE :  
L'ENGAGÉ(E)

L'OFFICIER SUPPLÉANT  
DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

LE :  
CACHET - SIGNATURE

☐ CONTRAT  
ANNULÉ

☐ CONTRAT  
RÉSILIÉ



EN APPLICATION DES ARTICLES 21 À 24 DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973  
ET DES ARTICLES 14 OU 16 DE L'INSTRUCTION N° 10000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14  
NOVEMBRE 2005.

PAR DÉCISION

DU

NUMÉRO

EN DATE DU

NOTIFIÉE LE

☐ CONTRAT  
PROROGÉ



EN APPLICATION DES ARTICLES 7, 13, 15, 20 DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE  
1973  
ET DE L'ARTICLE 17 DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE  
2005.

PAR DÉCISION

DU

NUMÉRO

EN DATE DU

NOTIFIÉE LE

**NOTE EXPLICATIVE RELATIVE À LA SIGNATURE ET L'HOMOLOGATION  
DU CONTRAT D'ENGAGEMENT SOUSCRIT EN APPLICATION  
DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973.**

(imprimé n° 651/1117.)

---

L'engagement est signé dans les conditions prévues à l'article 18 de la présente instruction. Cependant, il doit être souscrit avant l'expiration du contrat initial.

Après vérification des renseignements d'identité militaire devant figurer sur l'acte d'engagement (imprimé n° 651/1117) et lecture des articles de la loi, des décrets et de l'instruction énumérés sur celui-ci, il est procédé à la signature du contrat établi en cinq exemplaires :

- l'un est remis à l'engagé(e) qui le présente dès son arrivée au commandant de formation ;
- les autres sont transmis au commissaire de l'armée de terre de rattachement aux fins d'homologation.

Cette formalité accomplie, le commissaire de l'armée de terre renvoie ces exemplaires à l'officier suppléant.

Ce dernier conserve un exemplaire en archive et adresse les trois autres :

- l'un au commandant de formation, pour insertion au dossier 1<sup>re</sup> partie de l'engagé(e) ;
- le second au bureau du service national dont dépend l'engagé(e) ;
- le troisième éventuellement à l'officier suppléant qui a reçu l'engagement initial.

## GENDARMERIE NATIONALE

DIRECTION GÉNÉRALE

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

35, rue Saint Didier 75775 PARIS CEDEX 16

TÉLÉPHONE : 01.56.28.72.30

Instruction n°  
10000/DEF/GEND/RH/RF/RE  
C du 14 novembre 2005.

Format 21 x 29,7.

## DÉCISION PORTANT ANNULATION D'UN CONTRAT D'ENGAGEMENT.

VU LES ARTICLES L.4132-1 et L.4132-6 DU CODE DE LA DEFENSE  
VU L'ARTICLE 14 DE L'INSTRUCTION N° 10.000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DÉCIDE QUE

L'ENGAGEMENT SOUSCRIT À :

LE : DEVANT L'OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE  
L'ARMÉE DE TERREPAR : ,  
(nom, prénoms en minuscules séparés par des virgules)

IDENTIFIANT DÉFENSE :

POUR SERVIR EN QUALITÉ DE GENDARME

EST ANNULÉ POUR NON RESPECT DES CONDITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES RÉGISSANT LES  
ENGAGEMENTS DANS LA GENDARMERIE

CONDITION RELATIVE À :

PRÉCISIONS CONCERNANT L'IRRÉGULARITE CONSTATÉE :

## DESTINATAIRES

- ☐ OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE  
(COMMANDEMENT OU ÉCOLE DE )
- ☐ BUREAU DU SERVICE NATIONAL DE
- ☐ DOSSIER GÉNÉRAL 1<sup>ère</sup> PARTIE DE L'ENGAGÉ(E)
- ☐ ENGAGÉ(E)

SIGNATURE

## RÉCÉPISSÉ DE NOTIFICATION.

Grade, nom et prénoms de l'engagé(e)

SOUSSIGNÉ(E)

DÉCLARE AVOIR REÇU LE

NOTIFICATION DE LA DÉCISION CI-DESSUS ANNULANT L'ENGAGEMENT

SOUSCRIT À

LE

DEVANT L'OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

IL (ELLE) RECONNAIT AVOIR ÉTÉ AVISÉ(E) QUE LA PRÉSENTE  
DÉCISION ADMINISTRATIVE INDIVIDUELLE PEUT FAIRE L'OBJET D'UN  
RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR DEVANT LA JURIDICTION  
ADMINISTRATIVE COMPÉTENTE DANS UN DÉLAI DE DEUX MOIS À  
COMPTER DE SA DATE DE NOTIFICATION .

À :

LE :  
L'ENGAGÉ(E)

# **NOTE EXPLICATIVE RELATIVE À LA PROCÉDURE D'ANNULATION D'UN CONTRAT D'ENGAGEMENT**

(imprimé n° 651/1121.)

---

La décision d'annulation (imprimé n° 651/1121), établie en quatre exemplaires, est adressée au commandant de formation. Ces exemplaires notifiés à l'engagé(e), lequel (laquelle) en délivre récépissé, sont respectivement destinés :

- à l'officier suppléant du commissaire de l'armée de terre qui a reçu l'engagement, à charge pour celui-ci de renseigner le registre des engagements avant de transmettre cet exemplaire au commissaire de l'armée de terre ;
- au bureau du service national dont dépend l'engagé(e) ;
- au dossier 1<sup>re</sup> partie de l'engagé(e) ;
- à l'engagé(e).

Les références de cette décision sont mentionnées dans le cadre prévu à cet effet sur le formulaire du contrat d'engagement par les autorités qui détiennent un exemplaire de cet acte.

Il est rappelé que le contrat annulé ne produit plus d'effet pour l'avenir. Toutefois, les effets produits jusqu'à la date de l'annulation sont maintenus.

**GENDARMERIE NATIONALE**

DIRECTION GÉNÉRALE

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

35, rue Saint Didier 75775 PARIS CEDEX 16

TÉLÉPHONE : 01.56.28.89.99

Instruction n°  
10000/DEF/GEND/RH/RF/RE  
C du 14 novembre 2005.

Format 21 x 29,7.

**DÉCISION PORTANT RÉSILIATION D'UN CONTRAT D'ENGAGEMENT.**VU LES ARTICLES 21 À 24 DU DÉCRET N° 73-1219 DU 20 DÉCEMBRE 1973,  
VU L'INSTRUCTION N° 201765 DEF/SGA/DFP/FM/1 DU 17 NOVEMBRE 2005,  
VU L'ARTICLE 16 DE L'INSTRUCTION N° 10000 DEF/GEND/RH/RF/REC DU 14 NOVEMBRE 2005

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

DÉCIDE QUE L'ENGAGEMENT SOUSCRIT

À :

LE :

DEVANT L'OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE POUR SERVIR EN QUALITÉ DE GENDARME

PAR : ,  
(nom, prénoms en minuscules, séparés par des virgules)

IDENTIFIANT DÉFENSE :

NIGEND :

EST RÉSILIÉ

☐ APRÈS AVIS DU CONSEIL D'ENQUÊTE, POUR☐ SUITE À DÉSERTION

IL (ELLE) SERA RAYÉ (E) DES CONTRÔLES LE :

**DESTINATAIRES**

- ☐
- OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE
- 
- (COMMANDEMENT OU ÉCOLE DE )
- 
- ☐
- BUREAU DU SERVICE NATIONAL DE
- 
- ☐
- DOSSIER GÉNÉRAL 1
- <sup>ère</sup>
- PARTIE DE L'ENGAGÉ(E)
- 
- ☐
- ENGAGÉ(E)
- 
- ☐

SIGNATURE

**RÉCÉPISSÉ DE NOTIFICATION.**

(grade, nom et prénoms de l'engagé(e))

SOUSSIGNÉ(E)

DÉCLARE AVOIR REÇU LE :

NOTIFICATION DE LA DÉCISION CI-DESSUS RÉSILIANTE L'ENGAGEMENT

SOUSCRIT À :

LE :

DEVANT L'OFFICIER SUPPLÉANT DU COMMISSAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

À :

LE :

L'ENGAGÉ(E)

IL (ELLE) RECONNAÎT AVOIR ÉTÉ AVISÉ(E) QUE LA PRÉSENTE DÉCISION  
ADMINISTRATIVE INDIVIDUELLE PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS POUR  
EXCES DE POUVOIR DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE  
COMPÉTENTE DANS UN DÉLAI DE DEUX MOIS À COMPTER DE SA DATE DE  
NOTIFICATION.

**NOTE EXPLICATIVE RELATIVE À LA PROCÉDURE DE RÉSILIATION  
D'UN CONTRAT D'ENGAGEMENT AU TITRE  
D'UNE SANCTION STATUTAIRE.**

(imprimé n° 651/1127.)

---

La résiliation du contrat au titre d'une sanction statutaire donne lieu à l'établissement d'un dossier comprenant :

À la suite d'une désertion :

- une proposition du commandant de formation d'emploi ;
- l'exemplaire de l'acte d'engagement détenu par la formation ;
- toutes pièces justificatives à l'appui de la proposition (relevé de notes et de punitions, certificats médicaux,...).

Le dossier, revêtu des avis hiérarchiques, est transmis à la DGGN, service des ressources humaines.

À la suite d'un conseil d'enquête :

- l'entier dossier du personnel ;
- la procédure d'envoi devant un conseil d'enquête.

Le dossier est adressé directement à la DGGN, service des ressources humaines, par le président du conseil d'enquête.

La décision de résiliation (imprimé n° 651/1127) établie en quatre exemplaires est adressée au commandant de formation.

Ces exemplaires notifiés à l'engagé(e), lequel (laquelle) en délivre récépissé, sont respectivement destinés :

- à l'officier suppléant du commissaire de l'armée de terre qui a reçu l'engagement, à charge pour celui-ci de renseigner le registre des engagements avant de transmettre cet exemplaire au commissaire de l'armée de terre ;
- au bureau du service national dont dépend l'engagé(e) ;
- au dossier 1<sup>re</sup> partie de l'engagé(e) ;
- à l'engagé(e).

Les références de cette décision sont mentionnées dans le cadre prévu à cet effet sur le formulaire du contrat d'engagement par les autorités qui détiennent un exemplaire de cet acte.

Il est rappelé que le contrat résilié ne produit plus d'effet pour l'avenir. Toutefois, les effets produits jusqu'à la date de résiliation sont maintenus.